



Projet stratégique de l'établissement :

Une reprise en main du débat par la présidente

Paris, le 7 février 2024.

Suite au [communiqué de la CGT-CMN](#) de la semaine dernière, la présidente Marie Lavandier nous a reçu afin de préciser la démarche qu'elle a décidé d'entreprendre pour élaborer un projet stratégique d'établissement couvrant la période 2025-2030.

Madame Lavandier a ainsi souhaité indiquer au préalable que nous n'étions qu'au tout début d'un processus dont les contours devront être définis plus précisément dans les prochaines semaines.

Ce rendez-vous a été l'occasion d'un échange libre, franc et plutôt constructif.

Eurogroup consulting : outil de consultation et non cabinet de conseil !

Madame Lavandier a insisté sur différents points. Tout d'abord le rôle d'Eurogroup consulting ne se substitue pas, et ne doit en aucun cas se substituer à la réflexion et aux arbitrages propres au CMN. Ce cabinet ne sera qu'un outil pour organiser les débats et faire remonter ce qu'il ressortira des discussions avec les agents. Il n'est pas chargé d'en faire l'analyse ou la synthèse. À ce titre, Madame Lavandier a fait savoir qu'« **on n'a pas l'habitude de donner la parole aux agents de terrain** » et que son souhait était d'ouvrir des discussions larges avec les agents qui ne soient limitées ni à leurs métiers ni à leur environnement professionnel immédiat.

La présidente a aussi voulu nous assurer que sa volonté d'opter pour de larges échanges plutôt que pour une simple « consultation » n'avait pas pour but premier d'aboutir à une nouvelle réorganisation mais bien à un cadrage politique de l'établissement. Ce sera la première fois qu'un ou une de nos présidentes aura pris une initiative d'une telle ampleur. Rien n'est à ce jour figé, nous a-t-elle affirmé, et dans tous les cas, la présidente a rappelé qu'elle souhaitait s'extraire de toute démarche pré-pensée.

Le CMN : un contexte contraint qui étouffe les personnels

Pour notre part, nous avons rappelé que le CMN manquait d'oxygène et que les agents étouffaient dans un contexte budgétaire et humain contraint à l'extrême : sous-effectif qui met certains agents dans l'incapacité d'effectuer nombre de leurs missions pourtant primordiales et d'autres à travailler « gratuitement » sur des heures supplémentaires non reconnues afin d'assumer la (sur)charge de travail qui leur incombe, non-reconnaissance des compétences et qualifications (missions annexes, pratique de langues étrangères...), pénibilité des lieux, hyperfréquentation, bas salaires...

Rappelons qu'au bas mot, nous estimons à 200 les emplois manquants au CMN et qu'une revalorisation salariale conséquente se révèle plus qu'urgente au regard du retard des rémunérations pris ces quinze dernières années.

Au-delà de l'absolue nécessité d'une réelle reconnaissance du travail des agents, nous avons porté des orientations qui nous semblent essentielles : nos lieux de culture doivent garder toute leur part d'humanité dans l'accueil de nos visiteurs et dans la transmission des connaissances, ils doivent être attentifs à l'inclusion de tous que ce soit spécifiquement en direction des publics dits empêchés ou en direction du plus grand nombre par la diversité de l'offre culturelle que nous proposons, et nous nous devons de garantir absolument l'avenir des bâtiments, des collections et des jardins dont nous avons la charge dans le plus parfait respect de leur intégrité...

Au travers de cet échange, nous avons pu apprécier l'ouverture d'esprit affichée par la présidente Lavandier. Cependant, plus que des mots, nous attendons des actes. Cela engage la direction du Centre des monuments nationaux, certes, mais également les ministères de tutelle, jusque probablement à Matignon et surtout à l'Élysée, qui font trop peu de cas de la situation du CMN et de ses agents. La cocotte-minute est sous-pression, avant qu'elle n'explose et dans le cadre de cette réflexion stratégique, il serait plus que temps d'envoyer un message positif aux agents du CMN. Et cela doit commencer par y intégrer la création d'emplois publics en nombre suffisant et l'augmentation des salaires !

Vive le service public et vive la Culture !